



PRÉFÈTE DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

Préfecture de la Loire-Atlantique

Direction de la coordination des politiques publiques
et de l'appui territorial

Bureau des procédures environnementales et foncières

ARRÊTÉ N°2018/ICPE/229

portant abrogation des arrêtés préfectoraux n°2004/ICPE/248 et n°2015/ICPE/027

fixant au GIE Groupement Pétrolier de Nantes des prescriptions complémentaires

LA PRÉFÈTE DE LA REGION PAYS-DE-LA-LOIRE PRÉFÈTE DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

Officier de la Légion d'Honneur

Commandeur de l'Ordre National du Mérite

VU le titre 1er du livre V du code de l'environnement (parties législative et réglementaire),
relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 novembre 2004 n°2004/ICPE/248 fixant au GIE
Groupement Pétrolier de Nantes, dont le siège social est situé 562 avenue du parc de l'Ile à
NANTERRE (92029), des prescriptions complémentaires relatives à la cessation d'activité, à la
surveillance des eaux souterraines et à la gestion du site, concernant l'ancien site industriel situé à
Saint-Herblain, quai Cormerais ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 6 mars 2015 n°2015/ICPE/027 modifiant l'article 4.1 et
abrogeant les articles 1^{er}, 2, 3 et 4.2 de l'arrêté préfectoral du 19 novembre 2004 susvisé ;

VU le rapport de la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
inspecteur principal des installations classées, en date du 5 mars 2018, faisant suite au bilan de
suivi environnemental post-dépollution (rapport ANTEA n°A88914/C de septembre 2017) ;

CONSIDERANT que, Groupement Pétrolier de Nantes ayant remis en état son site, en
effectuant les travaux de dépollution, les arrêtés préfectoraux n°2004/ICPE/248 et
n°2015/ICPE/027 fixant au GIE Groupement Pétrolier de Nantes des prescriptions
complémentaires ne sont plus applicables ;

CONSIDERANT que, la surveillance, suffisamment longue, de la qualité des eaux souterraines
révèle l'absence de migration de la pollution résiduelle dans les sols vers lesdites eaux
souterraines ;

CONSIDERANT que, l'interdiction d'usage des eaux souterraines est garantie par les
restrictions d'usages mises en place du le site ;

CONSIDERANT en conséquence qu'il convient d'abroger les arrêtés préfectoraux, fixant des prescriptions complémentaires, n°2004/ICPE/248 du 19 novembre 2004 et n°2015/ICPE/027 du 6 mars 2015 susvisés ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique ;

ARRETE

Article 1^{er} : Les arrêtés préfectoraux n°2004/ICPE/248 et n°2015/ICPE/027, fixant au GIE Groupement Pétrolier de Nantes des prescriptions complémentaires pour le site sis Quai Emile Cormerais à Saint-Herblain (44800), sont abrogés.

Article 2 : La présente décision peut faire l'objet par l'exploitant ou toute personne intéressée :

- D'un recours administratif (gracieux auprès de son auteur ou hiérarchique auprès du Ministre chargé de l'environnement (246 Boulevard Saint-Germain 75007 Paris)), dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'exercice d'un recours gracieux ou d'un recours hiérarchique suspend le délai du recours contentieux ;

- d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nantes (6 allée de l'Ile Gloriette – 44041 Nantes Cedex 01), soit directement dans le délai de deux mois à compter de sa notification, soit suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique, issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence gardée pendant deux mois par l'administration.

Article 3 : En application de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

Une copie de l'arrêté est déposée à la mairie de Saint-Herblain et peut y être consultée ;

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Saint-Herblain pendant une durée minimum d'un mois, le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de Saint-Herblain ;

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Loire-Atlantique pendant une durée minimale d'un mois

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique, le maire de Saint-Herblain et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nantes, le

- 2 AOUT 2018

LA PRÉFÈTE,

Pour la préfète et par délégation,
le secrétaire général


Serge BOULANGER